

On suggère que le Groupe des huit (G-8) serve de véhicule pour faire valoir les questions concernant l'espace et la sécurité. On pourrait constituer un groupe de travail ou un groupe d'experts devant traiter d'une vaste gamme de questions, comme par exemple le contrôle des transferts de technologie, les mesures incitatives reliées à l'espace comme des services de lancement offerts à des prix favorables, ainsi que l'interdiction d'armes basées dans l'espace. Cela satisferait les pays qui favorisent des négociations en un cercle plus restreint, tout en assurant la participation des protagonistes clés dans le domaine.

Rien n'empêcherait le groupe d'experts d'inviter des personnes provenant de pays non membres du G-8 mais particulièrement intéressés au domaine. Parmi les pays concernés, il pourrait y avoir la Chine, l'Inde et le Brésil. C'est en fait de cette manière que le Comité sur les satellites d'observation de la Terre (CEOS) a vu le jour. Ce comité a été créé en 1984, pour donner suite à une recommandation du Groupe d'experts sur la télédétection à partir de l'espace, réuni sous l'égide du Groupe de travail sur la croissance, la technologie et l'emploi du Sommet économique des pays industrialisés.⁷⁴

Le nombre de membres du CEOS a crû depuis sa création et on compte maintenant parmi eux *toutes* les agences civiles du monde responsables de programmes relatifs aux satellites d'observation de la Terre, ainsi que les organismes qui reçoivent et traitent les données concernées. Certaines organisations pour utilisateurs sont également membres du CEOS. Ainsi, un groupe restreint de protagonistes s'occupant directement de télédétection adaptent des principes internationaux applicables au domaine et s'y conforment. Parce que tous les pays ayant un intérêt particulier dans le domaine participent au processus, les normes de droit international applicables à la télédétection peuvent évoluer au diapason de la pratique des États.

Il ne faut pas oublier que, dans tous les cas, tout accord (bilatéral ou entre un nombre restreint de pays) conclu devrait ensuite être ouvert à l'adhésion par les autres États.

Même une telle approche de « groupe restreint » pour des négociations entourant une première interdiction des armes basées dans l'espace pourrait être difficile à faire accepter par les États-Unis. Le rôle d'une tribune multilatérale pour la maîtrise des armements y est jugé accessoire, les éléments fondamentaux étant constitués des ententes conclues au plan bilatéral entre les États-Unis et la Russie. Selon ce qu'ont récemment rapporté les journaux, il y aurait assouplissement de la position de la Russie vis-à-vis le bouclier antimissiles américain. Les promesses d'avantages économiques y seraient sans doute pour quelque chose.

En Europe, les récents efforts en vue d'une Stratégie européenne pour l'espace déployés conjointement par l'Agence spatiale européenne (ASE) et l'Union européenne (UE) ont permis aux questions reliées à l'espace d'être traitées aux échelons politiques les plus élevés. Les membres européens du G-8 seraient ainsi probablement en faveur du recours au G-8 comme véhicule pour des discussions sur l'espace et la sécurité.

⁷⁴ Les objectifs du CEOS sont (1) d'optimiser les avantages tirés de la télédétection à partir de l'espace par la coopération de ses membres dans la fourniture de services, de politiques et de produits; (2) de fournir de l'aide aux membres et aux usagers en servant de centre de la coordination en matière de télédétection à partir de l'espace; (3) de favoriser l'échange de renseignements techniques afin d'inciter à ce qu'on rende compatibles les satellites de télédétection. Consulter à ce sujet <http://www.ceos.org>